



Monde arabe : pas de démocratisation sans décentralisation

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. Monde arabe : pas de démocratisation sans décentralisation. Confluences Méditerranée , 2013, 2 (85), pp.17-31. 10.3917/come.085.0017 . halshs-00834519

HAL Id: halshs-00834519

<https://shs.hal.science/halshs-00834519>

Submitted on 16 Jun 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Révolutions arabes : pas de démocratisation sans décentralisation

Marc Lavergne, géographe, directeur de recherches au CNRS, GREMMO (UMR 5291)

Les soulèvements qui ont démarré à partir de décembre 2010 dans le monde arabe peuvent sembler avoir manqué leur but qui aurait été de révolutionner la société. Certes, ces mouvements se sont vite heurtés à une réalité sociologique foncièrement conservatrice. Mais leurs effets en profondeur n'ont pas fini de **produire** se faire sentir, tant la légitimité des pouvoirs centraux a été durablement remise en cause et tant la contestation apparaît désormais légitime face aux injustices et aux dysfonctionnements de l'Etat.

Un des aspects de cette révolution « silencieuse » est, face à l'affaiblissement durable de l'autorité de l'État qui doit faire l'apprentissage de la négociation et du jeu des *check and balance*, la remontée d'affirmations d'identités ou de pouvoirs locaux. Ceux-ci avaient été laminés avec l'arrivée au pouvoir de régimes militaires, depuis la révolution égyptienne de 1952, dans un certain nombre de pays « progressistes » (Syrie, Irak, Algérie, Libye, Sud-Yémen...). Ces pays se sont donc évertués à créer des nations à l'intérieur de frontières coloniales, tandis qu'un processus similaire pouvait se jouer dans des pays « conservateurs », mais également porteurs d'une idéologie ou d'une volonté unificatrice, comme l'Arabie saoudite, les émirats du Golfe ou selon des formules différentes, la Tunisie ou le Maroc. L'ensemble des pays arabes avait donc connu l'instauration de pouvoirs forts ou renforcés, cherchant à effacer ou à dompter les identités et les autonomies régionales ou locales.

Officiellement, nulle part (sauf en Libye ?), la revendication d'une amorce de décentralisation politique ou institutionnelle n'a été avancée dans le cadre des événements récents ou en cours. Le sujet est en effet très sensible dans la mesure où toute dépossession du pouvoir central est perçue dans la région comme un complot de l'étranger visant à affaiblir la nation arabe. Pourtant, il est aisé de relever, dans le déroulement des actions civiques ou militaires, comme dans le fonctionnement du politique aujourd'hui, un changement profond dans la relation des citoyens à l'égard de l'Etat, et des citoyens des périphéries (géographiques ou politiques) à l'égard du centre.

Un aspect concomitant est que la revendication décentralisatrice n'émane pas des campagnes. Sur un fond d'urbanisation rapide qui a souvent amoindri leur poids économique, mais aussi leur autonomie culturelle et leur capacité à peser sur le cours des événements à l'échelle nationale, les campagnes seraient plutôt légitimistes : par les réformes agraires, par la carrière des jeunes paysans dans l'institution militaire, depuis des décennies, elles ont plutôt été les défenseurs du Trône, qui les a libérées de l'oppression séculaire des féodaux et des bourgeoises commerçantes locales ou régionales. L'exode rural lui-même s'est plutôt dirigé vers les capitales que vers les supposés relais des échelles intermédiaires, tant la capitale était perçue, non seulement comme seule capable de fournir un emploi, mais aussi comme le lieu de la libération vis-vis des échelons urbains intermédiaires.

C'est donc aujourd'hui à partir des centres urbains que s'opère la revendication de décentralisation à l'égard du pouvoir central. Certes, pas de tous les centres provinciaux, mais de ceux qui pour diverses raisons, ont vu leur croissance bridée par le pouvoir central : soit du fait de dissensions politiques ou communautaires, soit de leur localisation défavorable dans

des processus de mondialisation économique.

Les soulèvements contre le pouvoir - tout autant central que dictatorial en l'occurrence - appellent donc une lecture locale et régionale dans le contexte propre à chaque pays. Le fait que le mouvement d'ensemble ait été initié à partir d'une petite ville d'une région reculée de l'intérieur tunisien, Sidi Bou Zid, a certes été relevé par les observateurs. Mais pour autant, cet exemple n'a pas été reproduit à l'identique partout, et mérite une analyse plus fine si l'on veut en tirer des leçons sur la relation entre pouvoirs, villes et acteurs dans le monde arabe à l'avenir.

Tunisie : le clivage intérieur/littoral et Nord/Sud est toujours là

La marginalisation de l'intérieur tunisien, en contraste radical avec le littoral, est un fait reconnu de longue date. Il est même emblématique de la division du monde entre territoires insérés dans le système-monde et territoires déclassés, négligés par l'Etat, car dépourvus de ressources négociables et situés à l'écart des grands flux qui irriguent aujourd'hui une planète « sans frontières » : flux d'hommes, de marchandises et d'idées. Territoires marginalisés en tant que participants actifs à ces flux, mais non pas en tant que récepteurs : ces territoires ne sont pas – ou sont beaucoup moins que par le passé - ignorants de la marche du monde, par les média qui les connectent, et par les émigrés qui partent tenter leur chance ailleurs et reviennent avec leurs expériences et leurs idées.

Les avatars de l'aménagement du territoire, désormais plus orienté sur les performances à tenir au regard des critères internationaux que soucieux de l'amélioration du bien-être de ses habitants ou du rôle uniformisateur et redistributeur de l'Etat, ne résultent d'ailleurs pas d'un choix : c'est le résultat inéluctable d'une logique qui s'impose à tous, à moins de disposer de rentes suffisantes pour pouvoir continuer d'assurer à tous les citoyens les mêmes accès aux services : elle est la traduction spatiale de la fin de l'Etat-providence, en dehors des Etats bénéficiant de la rente pétrolière ou gazière et désireux d'acheter la paix sociale..

Cette logique entraîne un effet cumulatif, par l'émigration des forces vives de ces régions. Celles-ci ne provoquent en retour que l'envoi de fonds qui, dans la majorité des cas, sont consacrés à la consommation de la parentèle restée sur place. Des investissements générateurs de développement auto-entretenu ne peuvent être envisagés, et les Etats sont rarement en mesure, ou désireux, de briser ce cercle vicieux en investissant eux-mêmes pour soutenir des dynamiques locales qui permettraient d'intégrer ces régions grâce à des productions ou des services alternatifs, qui feraient de ces régions marginalisées des pôles attractifs : développement d'un tourisme culturel, sportif, à la campagne ou de l'agriculture bio ; mise en avant de l'attractivité des villes de province par rapport aux capitales saturées et d'une moindre pression sur les services, promotion des compétences et de l'ardeur au travail des habitants, etc.

On constate cependant que même si le régime tunisien en place précédemment n'avait le regard tourné que vers l'Europe et le monde extérieur, qui le lui rendaient en investissements en direction du nord et des côtes, celui qui lui a succédé, en grande partie grâce aux voix et aux sacrifices des habitants de l'intérieur, n'a pas modifié les priorités, et cherche avant tout de façon classique, à maintenir les grands équilibres économiques. La logique de la

dépendance à l'égard des institutions financières internationales prévaut ici tout autant qu'au 'Nord', et l'on distingue clairement une logique sociale, qui consiste à verser de l'aide aux régions de l'intérieur pour acheter leur tranquillité, d'une logique économique cantonnée à la région de la capitale et au littoral. Tandis que les habitants de l'intérieur expriment leur déception et leur frustration, le débat autour du développement économique se cantonne à une concurrence entre représentants des intérêts des bourgeoisies de la capitale et des métropoles côtières : les responsables de Sfax et de Gabès essaient de tailler des croupières à ceux de Tunis et du Sahel de Sousse, et cherchent à faire aboutir leurs projets de développement urbain, parfois grandioses comme Taparura à Sfax, en accédant aux prêts de l'AFD ou de la BEI, ainsi qu'à attirer les capitaux libyens en quête de refuge.

La décentralisation progresse donc à la mesure de l'affaiblissement du pouvoir central, occupé à des combats plus idéologiques que stratégiques. Mais elle ne concerne activement que les pôles de développement de la côte, sans modifier le clivage de celle-ci avec les centres urbains de l'intérieur. Ceux-ci n'attirent l'attention que par les manifestations – et la répression – violentes dont ils sont le théâtre, de Jendouba à Gafsa.

Egypte : la remontée à la surface des identités régionales

En Egypte, la révolution semble de prime abord avoir été exclusivement urbaine et même largement concentrée à la capitale, la place Tahrir en devenant un symbole héroïque. Il y a là certes une réalité : ce sont les jeunes instruits, branchés sur le net, qui ont déclenché le mouvement le jour de la fête de la Police, le 25 janvier 2011 ; une sorte de mai 68 à l'égyptienne, les fils et filles des milieux relativement privilégiés et « cosmopolites » déclenchant la spirale des événements. Mais trois éléments qui viennent offrir une lecture plus complexe sont à relever :

- 1) L'Egypte était déjà le théâtre d'une révolution permanente, qui sapait l'autorité du régime : création du mouvement « Kefaya » en 2004, et surtout luttes constantes des salariés du secteur public, à l'instar des ouvriers des usines du delta, contre le démantèlement du secteur public dans le cadre de la « Réforme » promise depuis trente ans aux institutions internationales : privatisations et ouverture économique, pour parachever la mise en place d'une Égypte à deux vitesses, étanches l'une à l'autre. D'un côté, l'Egypte des villes nouvelles, des grands *malls* commerciaux, des hôtels de luxe, des terrains de golf dans le désert, des zones franches, des *smart villages*, des *gated communities*, branchées directement sur les aéroports internationaux et des *resorts* balnéaires de la Méditerranée et de la mer Rouge. Un paquebot de croisière sur lequel se réfugiaient tous les Egyptiens qui le pouvaient : ceux qui avaient accès aux nouveaux métiers de l'informatique, aux fonctions tertiaires supérieures engendrées par le boom touristique, par des opportunités d'investissement en sous-traitance, par la spéculation effrénée sur l'immobilier, par les transferts des émigrés dans le Golfe, et même par le regain d'une agriculture commerciale destinée à l'exportation, sur les terres récupérées par les anciens propriétaires.

- 2) En face, la majorité de la population, y compris les classes moyennes liées au secteur public et aux activités traditionnelles, restait arrimée à un navire en perdition, alourdi par la croissance démographique et la dégradation de l'environnement, à peine maintenu à flot par le biais des subventions aux produits de première nécessité qui absorbaient encore les deux tiers du budget : un fardeau improductif aux yeux des maîtres du pays, qui devaient justifier de ces dépenses stériles auprès des bailleurs de fonds excédés.
- 3) Cette dualité semble avoir explosé avec la Révolution, non pas par la volonté de ses acteurs, mais de façon mécanique : les touristes ont fui, vidant cette Egypte retournée comme un gant vers ses frontières et ses plages, de son animation et de ses rentrées financières, tandis que la bourgeoisie égyptienne triomphante – possédants et salariés de secteurs dynamiques – a déserté non seulement les marinas et les clubs qui s'échelonnaient le long des littoraux, mais même le pays, emportant avec eux leurs capitaux, et que de nombreux Egyptiens expatriés ont dû rentrer au pays soit victimes des révolutions dans leur pays d'accueil, comme en Libye, soit victimes de la suspicion des pays qui ont échappé jusqu'à présent à la déstabilisation, dans le Golfe principalement. Et le pouvoir actuel n'a pas tant à combattre les tenants de l'ordre ancien – même si les fortunes des *fouloul* continuent d'alimenter les fauteurs de troubles et des cercles d'opposants, qu'à pallier leur départ : les caisses de l'Etat ont été vidées pour répondre à la demande populaire, tandis que les recettes des différentes rentes ont fondu.

Le changement de régime, ici encore, ne se traduit pas par une politique proactive en faveur du changement, mais par une montée en puissance des revendications territoriales, qui, bien que discrète, n'en est pas moins révolutionnaire et porteuse de changements profonds ; les Frères musulmans, qui à travers leurs jeunes, ont sauvé la révolution lors de la journée des Chameaux, puis qui à travers l'engagement de leur appareil, l'ont récupéré à leur profit, ont une culture provinciale. Il en va de même pour les officiers supérieurs dont ils sont proches culturellement, même si leur vision du rôle de l'Etat est à l'opposé et s'ils sont aujourd'hui concurrents dans l'accès aux ressources. Les Frères musulmans sont implantés dans les grandes villes et les bourgades du delta : leur clientèle est composée de clercs, de petits entrepreneurs, de professions libérales, de fonctionnaires comme les enseignants, de paysans aisés et de petits patrons et artisans, qui se sentent déclassés et marginalisés culturellement par la grande bourgeoisie qui depuis Sadate, avait remplacé les anciens pachas dans leur style de vie, de consommation et leur comportement. Il incarnent la vision du monde de la petite et moyenne bourgeoisie des grandes villes du delta, comme Mansoura ou Zagazig, villes actives et relativement prospères qui sont leurs bastions, même s'ils sont évidemment présents à travers tout le pays et dans les deux capitales du Caire et d'Alexandrie, et même s'ils comptent aussi parmi leurs membres des *self made men* qui ont bâti de grandes fortunes dans l'émigration ou les trafics illicites. Ici, on ne rencontre pas de touristes, pas d'étrangers, pas de journalistes en poste dans la capitale. Mais on y vit à l'heure du Golfe, de l'Arabie Saoudite où l'on s'expatrie, les mœurs y sont austères et travailleuses.

Loin du Caire, un monde en dissidence

L'arrivée des Frères musulmans au pouvoir n'est donc pas celle des pauvres mais de provinciaux, même si leur credo islamique leur assure la faveur des classes populaires. Mais le succès des salafistes lors des élections législatives montre que l'absence des Frères musulmans aux côtés des ouvriers en grève ou occupant leurs usines à Mehallat el Koubra ou Chibin el Kôm, grandes villes ouvrières du delta, a détourné d'eux une part importante des milieux les plus déshérités. Les villes du canal de Suez, elles aussi, sont très revendicatives : leur population, revenue récemment à l'issue de la guerre d'usure avec Israël, est composite et ouvrière, surtout à Suez, tandis que Port-Saïd est plus vouée au commerce international et Ismaïlia à l'administration. Mais ces trois villes, moins intégrées socialement, moins pieuses et moins encadrées par la Confrérie, caisses de résonance d'un Sinaï voisin en dissidence, revendiquent désormais plus un surcroît d'attention financière qu'une plus grande autonomie.

Il en va différemment en Haute-Egypte, véritable angle mort de l'Egypte : un cul de sac dépourvu de ressources monnayables, à l'exception de quelques enclaves touristiques comme Louqsor. C'est ce qui lui a valu dans les années 80 d'être le théâtre d'une insurrection islamique de grande ampleur qui a été brisée avec une brutalité traumatisante par le pouvoir central. Une région où l'encadrement par la Confrérie est pondéré par le maintien des grandes confréries soufies, qui assurent un ordre religieux « tolérant » face à une culture traditionnelle fondée sur la structuration de la société en clans, et sur un conservatisme moral rigide.

Ce monde rétif au pouvoir central est renforcé par sa tradition de violence et de rébellion qui facilite le recours à des activités illicites comme la culture du cannabis. L'apparente pauvreté est donc tempérée par le recours à l'émigration vers le nord ou l'étranger et par ces activités de substitution. Le pouvoir central, représenté par les gouverneurs, ne s'y impose pas, il compose avec ces forces de fait. La révolution a donné lieu à un renversement de l'ordre ancien, qui est passé complètement inaperçu des « observateurs » : la métropole d'Assiout a virtuellement coupé ses communications avec Le Caire, mis le gouverneur sur la touche, établi des barrages sur les routes et coupé le chemin de fer du Caire à Assouan.

L'époque pharaonique n'a pas été exempte de ces tensions entre la Haute et la Basse Égypte, dont le balancement a rythmé des millénaires. Il n'est certes pas question aujourd'hui que le centre de gravité de l'Egypte se déplace. Mais à tous les défis que l'Egypte devra affronter durant les décennies à venir (la démographie, la dégradation du milieu, urbain et rural, et par-dessus tout l'insertion au monde de demain d'une société dépourvue d'atouts, face à la concurrence des économies d'Asie du Sud et d'Extrême-Orient), la recomposition du territoire est l'un des moins notés, mais des plus préoccupants. La vision d'une Égypte homogène, une oasis fluviale entourée de déserts, doit être révisée en prenant en compte des communautés allogènes, minoritaires, mais qui expriment avec de plus en plus de vigueur leurs différences et leurs revendications, face à un pouvoir central durablement affaibli, et en jouant de leurs situations stratégiques aux frontières du pays. Les Nubiens considèrent qu'ils

ont beaucoup donné en sacrifiant leur berceau sur l'autel du développement de l'Egypte, et qu'ils ont peu été payés de retour ; les Bédouins du Sinaï et des côtes de la Méditerranée et de la mer Rouge ont été dépossédés de leurs terres de parcours par le développement touristique. Ceux du Sinaï sont armés, mobiles, maîtrisent la dureté de leur milieu et se livrent pour survivre à la contrebande et au passage des clandestins ; ils ont investi des chefs-lieux régionaux comme El-Arich, participent au ravitaillement de Gaza par les lucratifs tunnels de Rafah et reviennent vers les centres touristiques désertés par les vacanciers. Les Aulad Ali de la côte méditerranéenne tournent désormais le dos au Caire et à l'Egypte en proie au chaos. La révolution en Libye a modifié leur tropisme : à Mersa Matrouh, c'est désormais le dinar libyen qui a cours, et tous les regards sont tournés vers la Cyrénaïque où réside une partie importante de la tribu. Les Ababda du désert arabe, entre Nil et mer Rouge, se livrent à la contrebande avec le Soudan, comme ils l'ont toujours fait, mais ne craignent plus la répression de l'appareil de sécurité, et servent de relais au ravitaillement du Hamas.

Une gestion urbaine obsolète et impuissante

Cette multiplication des acteurs et des centres de pouvoir n'est encore prise en compte ni par le pouvoir central, ni par les acteurs internationaux. Si la révolution a fait tomber quelques têtes et fuir les capitaux, l'administration de l'Egypte n'a pas été modifiée : mêmes responsables, mêmes méthodes de travail, même surdité face aux aspirations de la population. Ni les gouverneurs, ni même les ministres n'ont leur mot à dire sur les choix d'investissement et de développement urbain. Il est vrai que les gouverneurs sont avant tout chargés de faire régner l'ordre ; les agences locales des services de l'Etat sont, elles, en charge des aménagements et des équipements, en relation naguère avec les députés qui servaient de relais entre l'Etat et les citoyens ; mais il n'existe pas à proprement parler de municipalités, et les gouverneurs ne disposent d'aucune autonomie financière, d'aucune ressource propre et leur budget n'est alimenté que par des dotations de l'Etat. Mais celles-ci sont accordées selon des critères variables, et les gouverneurs désireux d'entreprendre des efforts d'aménagement urbain doivent avoir un accès personnel auprès du Président – ou aujourd'hui de la Confrérie. Cette centralisation extrême est contre-productive : elle est la source de lenteur dans les décisions et leur mise en œuvre, et d'erreurs dans la conception même des projets urbains. Elle part d'une vision paternaliste bien ancrée des relations entre l'Etat et ses administrés, celui-là étant omniscient, tout puissant et œuvrant pour le bien d'un peuple considéré comme mineur. La foi des Egyptiens dans l'expertise et dans la valeur des titres trouve là ses effets les plus nocifs, même si elle facilite en apparence l'application *top down* des mesures prises par la bureaucratie.

Aucune décentralisation n'est à l'ordre du jour, même s'il existe au sein du ministère du Développement local (lui-même sans pouvoir et sans budget) une squelettique Local Decentralization Unit. Et ce sont toujours de grandes agences d'Etat et leurs bataillons d'ingénieurs qui pensent le développement urbain du pays sans concertation ni plan d'ensemble : le GOPP qui avait concocté une stratégie « Cairo 2050 » a vu sa copie déchirée par le nouveau pouvoir et a perdu la haute main sur l'aménagement urbain, sans être remplacé. Un Social Fund for Development et un Informal Settlement

Development Fund, qui dépendent tous deux du Cabinet du Premier Ministre se critiquent ou au mieux s'ignorent, le premier étant chargé des quartiers informels, et le second des zones à risque au sein des quartiers informels, à la suite de la catastrophe de Doweika en 2009. Les projets qu'ils soumettent aux bailleurs de fonds étrangers ne font l'objet d'aucune consultation de la population, d'aucune étude d'impact, d'aucune intégration dans un plan d'ensemble cohérent à long terme. Même s'ils présentent par eux-mêmes un intérêt, en termes d'assainissement par exemple, comme le comblement du canal Zomor au Caire, ou de mise en valeur des centres anciens comme à Esna, ou de transport comme le développement du transport fluvial de passagers sur le Nil au Caire, ou d'aménagement urbain comme l'affectation de l'ancien aéroport d'Embaba, ils ne procèdent d'aucune prise en compte de la ville dans son ensemble ni d'une projection à moyen ou long terme. Sous Moubarak, la plupart des gouverneurs (et en tous cas ceux des gouvernorats frontaliers) étaient des généraux. Ce temps-là semble s'éloigner, mais même ceux qui sont compétents, comme l'actuel gouverneur de Giza, Youssef Ali Abd er Rahman, géologue de formation, rescapé de l'« ancien régime », qui a été élu en août 2012 à la coprésidence de l'Assemblée Régionale et Locale Euro-Méditerranéenne (ARLEM), se comporte comme en proconsul. Les seuls projets émanant du terrain sont donc ceux qui sont portés par des associations, par des structures hybrides ou par des promoteurs privés. Ainsi la Bibliotheca Alexandrina et le gouverneur d'Alexandrie viennent-ils de signer un accord portant création d'une Agence de Développement d'Alexandrie (ADA) qui a déjà imaginé une série de projets visant à rénover l'ensemble de la ville. Il ne s'agit rien de moins que d'en faire une capitale de la Méditerranée, dans le fil futuriste qui a présidé à la construction de la Bibliotheca. Sans concertation avec les autorités centrales, en un temps de vaches maigres et de fermeture culturelle à l'Occident des nouveaux maîtres du pays, il est douteux que ces projets inspirés du modèle de Dubaï puissent connaître un commencement d'exécution.

Ailleurs, ce sont les grands promoteurs immobiliers dont la fortune s'est faite sous l'ère Moubarak, avec la frénésie de construction de quartiers résidentiels de luxe dans le désert à l'est et à l'ouest du Caire, qui cherchent de nouveaux créneaux correspondant mieux aux temps nouveaux : le « affordable housing » est à l'honneur, pour ces catégories salariées qui constituent la base sociale du nouveau pouvoir. Il faut pour cela mettre en place des mécanismes d'accession à la propriété novateurs : on compte plus de 3 millions de logements vacants, dans ces nouvelles banlieues du Caire, où la construction de logements n'est encore qu'un moyen de mettre son épargne à l'abri, mais où la location ne présente pas de garanties suffisantes aux bailleurs. Les grands aménageurs de Dubaï (Emaar, Dubaï Properties, DAMAC...) qui s'étaient retirés lors de la crise de 2008 ne sont pas encore revenus, mais les groupes locaux (ORASCOM, SODIC...) tout en délocalisant leurs activités, voire leur siège, hors d'Egypte, explorent ces nouveaux marchés, là encore de façon totalement indépendante, en l'absence d'autorité gérant ces nouvelles implantations.

La décentralisation pourra-t-elle venir d'en bas ? Le cas d'une ville moyenne, Damiette

La décentralisation n'est-elle qu'un vain mot, confondu avec la déconcentration des organes centraux, destinée à améliorer l'efficacité et le contrôle de l'Etat, mais pas à concéder aux citoyens un droit de regard sur les affaires de l'Etat, même au niveau local ? Oui, sans doute, mais il existe une opacité dans le fonctionnement informel de l'action de l'État : on peut ainsi se demander si le système ne perdure pas en prenant en compte les situations locales, si certains relais n'arrivent pas à exprimer le sentiment populaire et ne pourraient pas servir de support à un embryon de pouvoir local. Pour le savoir, il faut quitter Le Caire et Alexandrie et partir à la découverte des villes de province. Exercice qui suppose de disposer de temps et de connaître la langue, deux contraintes que peu d'experts sont en mesure de surmonter.

Damiette est une ville dont le souvenir remonte pour les Français aux Croisades, puisque Saint-Louis y fut fait prisonnier. Aujourd'hui, c'est une ville moyenne (un million d'habitants pour l'ensemble de son petit gouvernorat). Sa population, en l'absence de tout recensement fiable en Egypte, peut être estimée à environ 500 000 habitants.

Damiette est un bout du monde, à plus de 200 km du Caire, donc à l'échelle égyptienne loin du pouvoir. Face à la mer, accolée à l'embouchure de la branche orientale du Nil, elle semble un cul de sac : un terminus ferroviaire, pas d'aéroport, pas de liaisons maritimes avec l'outremer, elle n'est accessible que par la route agricole. Sortir du Caire par les encombrements de Choubra el Khayma, et prendre l'autoroute du delta, et après Benha, s'engager dans la route qui longe le bras du Nil jusqu'à Mansoura : des paysages bucoliques et progressivement, le tumulte et la densité humaine s'estompent. L'arrivée à Damiette se fait par une petite route de campagne sillonnée par des camionnettes surchargées d'empilements de meubles ou de chaises en bois ouvragé : la source de la fortune de la ville, c'est la fabrication des meubles, ouvragés et peints par des générations de spécialistes de ce style « Louis Farouk », apprécié dans tout le Moyen-Orient et jusqu'aux cours des émirs du Golfe. Une tradition qui remonte loin, et qui est née de l'ouverture maritime de la ville, l'Egypte ne disposant pas de bois d'œuvre. Aucun mariage n'étant concevable avant que l'ensemble chambre à coucher et salon, avec son lot d'armoires à glaces et de tables massives, de fauteuils contournés n'ait été réuni par le fiancé, la prospérité de Damiette est assurée. L'activité se fait au sein de petites entreprises dynamiques et implique les familles entières, des enfants aux grands parents, depuis l'importation du bois de Finlande ou d'Indonésie, jusqu'à la livraison des meubles peints et vernis. Une ville dont l'activité ne dépend donc pas du secteur public ni de l'Etat, d'autant plus que s'y adjoignent la pêche en haute mer, l'agriculture et le tourisme, dans la station voisine de Ras el Barr, qui eut son heure de gloire jusqu'aux années 1960, et qui est aujourd'hui surtout fréquentée le week-end, par les familles de Mansourah. Une ville prospère et active, et dont la prospérité ne repose pas sur le tourisme international, voilà un cas assez rare pour mériter d'être signalé et étudié. Sans histoire, justement non, puisque Damiette a défrayé la chronique depuis 2008, avec l'affaire de l'usine Agrium¹. Une entreprise canadienne de production d'ammoniac avait été contrainte

¹ <http://hebdo.ahram.org.eg/Archive/2008/6/25/egypt1.htm>

de renoncer à son projet sous la pression des habitants, inquiets des effets des émissions de l'usine sur la santé et l'environnement. La mobilisation populaire, relayée par Internet, avait été d'abord couronnée de succès. L'usine a finalement été construite avec l'accord du gouvernement égyptien, mais les effets redoutés se sont confirmés. La population unanime s'est à nouveau mobilisée en novembre 2011 contre un projet d'extension, ce qui a occasionné des heurts violents avec les forces de l'ordre. Cette capacité de mobilisation sur un thème de santé publique et d'intérêt général, avait été perçue comme un tournant de la conscience collective en Egypte et comme un signe avant-coureur de la révolution.

Elle dénote l'existence sinon d'un pouvoir local, au moins d'un sentiment d'appartenance collective qui permet l'affirmation d'une identité et d'un poids dans la gestion des affaires publiques qui reste à étayer par des enquêtes sur place. Il s'agira de déterminer quelles sont les aspirations de la population en termes de gestion locale, de rapport avec l'Etat, quelle est d'ores et déjà la part éventuelle des affaires publiques où la population et ses représentants joueraient un rôle, quels sont les leaders, les notables, les relais, qu'il s'agisse des patrons d'entreprise, des leaders religieux, des partis politiques, des élus, des élites professionnelles et comment ils interviennent de façon individuelle ou en groupe. On évaluera ainsi les ressorts à l'œuvre à Damiette et la possibilité de les répliquer ailleurs en Egypte ; mais cette évolution reste à ce stade plus une politique de faits accomplis, de rapports de force sujets à variation, et aucune volonté du pouvoir central de concéder une réalité aux municipalités, à travers des élections et une dévolution de recettes, ne s'est fait entendre, de quelque bord politique que ce soit. Et pourtant, on peut sans risque avancer qu'il y aurait là une des clés les plus prometteuses pour la solution des maux de l'Egypte, devenue de l'avis général ingérable depuis le centre.

Les villes arabes, des enjeux plus que des acteurs

Dans les pays voisins, l'affrontement entre contestataires et pouvoir a parfois pris d'emblée une dimension locale ou régionale : le pouvoir central y disposait d'une base locale ou régionale et s'était imposé en privilégiant ces bases au détriment d'autres, dans des contextes où la toute-puissance de l'État était moins établie – moins ancienne ou moins fondée qu'en Egypte. C'est le cas en Libye où la guerre civile a pris la forme d'un combat de régions contre d'autres : la Cyrénaïque, autour de Benghazi, contre la Tripolitaine, tandis que le Fezzan se tenait à l'écart. Mais au niveau local, le tableau était beaucoup plus complexe, comme en témoigne la résistance acharnée de Misurata, à 50 km à peine de la capitale, ou la guerre de siège entre les bourgades de la région de Syrte, ou encore l'insurrection des chefs-lieux berbérophones du Djebel Néfousa, comme Zelten dans l'arrière-pays de Tripoli. Ces prises de position sont à expliquer par l'histoire longue de ces villes – souvent à fondement clanique ou tribal – mais elles sont sans aucun doute destinées à perdurer à travers l'affirmation d'autonomies urbaines fortes et de revendications d'accès aux ressources nationales.

Ici, comme au Yémen, ce ne sont plus en apparence des tribus qui s'affrontent, ce sont souvent des villes. Il n'y a pas là qu'un nouvel habillage dû à l'urbanisation des

nomades ou des ruraux : l'affirmation de revendications de citoyens dont le mode de vie, les besoins et les aspirations ont changé, dans un cadre urbain qu'ils se sont approprié. Et les jeunes, garçons et filles, qui défilaient dans les rues de Sanaa ou d'Aden ne mettaient pas plus en avant leur affiliation tribale que les combattants amateurs de Libye : leurs slogans ne se distinguaient pas de ceux des Egyptiens ou des Tunisiens. Là encore, il faudra faire la part des affichages et des ressorts réels. Mais la révolution yéménite a mis en jeu des forces qui cherchent elles aussi à transcender les clivages traditionnels, ou à les instrumentaliser pour rééquilibrer la relation des régions marginalisées avec l'Etat central, qu'il s'agisse de la rébellion houthiste de la région de Saada au nord ou de celle d'Abyan ou de Zinjibar par les partisans d'Al Qaïda au sud.

En Syrie, les grilles de lecture du soulèvement populaire sont multiples et complexes mais il est frappant de relever que ce sont les villes moyennes de Deraa et d'Idlib qui ont déclenché le mouvement insurrectionnel : il faudra établir les causes locales et régionales de cette guerre civile qui ne se limite pas à une révolte contre un régime dictatorial, ni même à une volonté de changer de système idéologique, mais qui pourrait exprimer des ressentiments parfois anciens contre les capitales, Damas et Alep. Quels que soient les développements à attendre de l'affrontement actuel, il ne fait cependant pas de doute que le pouvoir central, même émanant de forces nouvelles, en sortira affaibli et contraint de composer avec les forces locales et régionales qui se sont manifestées.

L'exemple de l'Irak ou celui de la Libye, incite à penser que la probabilité d'une situation chaotique, de multiplication incontrôlée des centres de pouvoir locaux, est grande, avec comme corollaire le développement de mafias cherchant à se brancher sur le système monde en se faisant reconnaître comme des acteurs para-souverains, comme au Kurdistan irakien, ou de groupes mouvants représentant les intérêts d'acteurs extérieurs, comme ce fut le cas au Liban pendant la guerre civile.

Devant l'incapacité croissante des pouvoirs centraux à gérer les villes, la tentation est grande pour des groupes ou des mouvements incontrôlés de s'en emparer par la force, comme on le constate de plus en plus fréquemment, non pas tant pour en assurer une croissance qui réponde mieux aux besoins de la population, mais pour en ponctionner les ressources. Il serait d'autant plus urgent qu'un effort déterminé soit engagé pour faire émerger de véritables pouvoirs municipaux, dotés de moyens juridiques et financiers qui leur permettent de prendre le relais d'Etats défaillants. Cette véritable « révolution dans la révolution » passe par des élections représentatives de la population, et non pas comme aujourd'hui, par la succession à la tête des structures locales des « grandes familles » qui y trouvent une base de clientèle commode et à merci. Seule cette émergence de nouvelles élites dévouées à leur communauté serait à même de rendre aux villes arabes un dynamisme qui ne dépendrait pas que de la manne pétrolière et des ressources allouées de manière aléatoire et souveraine par l'Etat.

